

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 17 - 19 mai 2000

RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 7 de l'ordre du jour

Pour information



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2000/7-A/1
11 avril 2000
ORIGINAL: FRANÇAIS

PROJET DE DÉVELOPPEMENT APPROUVÉ PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ENTRE LE 1ER JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 1999— SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE 6095.00

Appui à l'éducation de base et au système de santé en faveur des groupes vulnérables

Durée du projet 1er septembre 1999–
31 août 2003

Coût (dollars E.-U.)*	
Coût total pour le PAM	2 982 156
Coût total des produits alimentaires	1 296 770
Coût total pour le gouvernement	761 313
Coût total pour le PNUD	120 000

* En mars 1999, un dollar équivalait à 7 000 dobras de Sao Tomé-et-Principe.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Afrique (OSA): M. Zejjari tel.: 066513-2201

Coordonnateur de programmes,
Section Afrique IV: S. Ouane tel.: 066513-2379

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 066513-2645).



1. La République démocratique de Sao Tomé-et-Principe est classée parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) et dans le groupe des pays les moins avancés (PMA). Avec un indice du développement humain de 0,563, elle occupe la 121^{ème} place sur 174 pays considérés par le Rapport sur le développement humain du PNUD de 1998. Son économie repose presque entièrement sur la monoculture du cacao qui a vu sa production annuelle chuter considérablement ces dernières années. Cette chute s'est accompagnée d'un effondrement des recettes de l'Etat et du produit national brut par habitant. Parallèlement, la dette publique n'a cessé de s'accroître. Ces facteurs ont contribué à aggraver l'état de pauvreté et d'insécurité alimentaire de la population, dont 40 pour cent vit en dessous du seuil de pauvreté et 35 pour cent dans une extrême pauvreté.
2. Il a été établi par plusieurs sources, y compris par l'évaluation réalisée par le bureau de pays du PAM en juin 1998, que l'arrêt des cantines scolaires depuis 1996 a eu des conséquences néfastes sur les jeunes écoliers et les groupes vulnérables en butte aux effets de l'ajustement structurel. La chute des taux de scolarisation, la montée inquiétante des taux d'abandon, de redoublement et d'échecs observés dans les milieux scolaires à l'échelle nationale sont considérés comme des effets plus ou moins directs de cet arrêt, tandis que la recrudescence de la délinquance juvénile et du phénomène des enfants de rue en représenterait une conséquence indirecte.
3. Conformément à la décision 1999/EB.A/2 du Conseil d'administration, le PAM axe ses activités de développement sur cinq objectifs. Le présent projet porte sur les objectif 1 et 2: permettre aux jeunes enfants et aux femmes enceintes et allaitantes de satisfaire leurs besoins nutritionnels spéciaux et leurs besoins sanitaires connexes; et permettre aux familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation.
4. En s'intégrant dans la stratégie d'appui du système des Nations Unies au programme de lutte contre la pauvreté du gouvernement, la mise en oeuvre du projet se fera dans le cadre d'un partenariat et d'une coordination renforcés, particulièrement avec les agences des Nations Unies représentées localement (PNUD, UNICEF, OMS, FNUAP) et les ONG impliquées dans les secteurs concernés. Le projet est une illustration concrète du principe de la programmation concertée, et sera l'un des maillons essentiels du futur Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, dont la mise en oeuvre a déjà été entreprise avec la préparation en 1998 d'un bilan commun de pays.

